

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**STAR LEASE**

Société Anonyme au capital de 55 000 000 €.  
Siège social : 53, rue du Port, CS90201, 92724 Nanterre Cedex  
423 465 905 R.C.S. Nanterre

**Comptes individuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 26 mai 2025****I. — Bilan**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 1& note 20) :	275 208	264 184
Opérations avec la clientèle :		
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations Crédit-bail et LOA (notes 2, 2bis, 2ter et 2quater)	876 363	1 432 058
Opérations de location simple (notes 2, 2bis et 2 ter)	16 493	28 994
Immobilisations incorporelles (notes 3 & 3bis)		
Immobilisations corporelles (notes 3 & 3bis)	0	- 0
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 4)	932	1 579
Comptes de régularisation (note 5)	7 444	14 595
<b>Total actif</b>	<b>1 176 439</b>	<b>1 741 409</b>
<b>Passif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Banques Centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (note 8 & note 20)	1 007 848	1 568 170
Opérations avec la clientèle	1 868	1 108
Dettes représentées par un titre :		
Autres passifs (note 7)	18 606	19 185
Comptes de régularisation (note 9)	21 394	26 794
Provisions (note 6)	5 850	5 340
Capitaux propres hors FRBG (note 10)	120 873	120 812
- capital souscrit	55 000	55 000
- réserves	0	0
- amortissements dérogatoires	265 051	339 347
- subventions d'investissement	4 906	5 225
- Report à nouveau (+/-)	(278 759)	(316 416)
- Résultat de l'exercice (+/-)	74 676	37 657
<b>Total passif</b>	<b>1 176 439</b>	<b>1 741 409</b>
<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Engagements donnés (note 11)		
Engagement de financement	8 472	46 978
Engagement de garantie		
Autres engagements	-	-
Engagement sur titres		
Engagements reçus (note 12)		
Engagement de financement	-	119 869
Engagement de garantie	-	-
Autres engagements	-	0
Engagement sur titres		

**II. — Compte de résultat**

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13) :	8 297	6 044
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	8 297	6 044
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13 Bis) :	-16 795	-16 339
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-16 795	-16 339
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	569 341	696 667
- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	-547 927	-674 504
+ Produits sur opérations de location simple (note 14)	12 564	16 751
- Charges sur opérations de location simple (note 14)	-11 485	-15 635
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	2 119	1 899
- Commissions (charges)	-42	-42
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 15)	524	407
- Produits divers de gestion courante	524	407
- Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
- Autres charges d'exploitation (note 15)	-120	-94
- Charges diverses de gestion courante	-120	-94
- Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
Produit net bancaire	16 477	15 154
- Charges générales d'exploitation (note 16) :	-5 718	-5 827
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-5 718	-5 827
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	10 759	9 327
+/- Coût du risque (note 17)	-10 379	3 696
Dont correction d'erreur sur la décote IAS		
Résultat d'exploitation	380	13 023
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)	0	0
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	380	13 023
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	0	0
+/- Dotations/reprises FRBG et provisions réglementées	74 296	24 634
+/- Résultat de l'exercice	74 676	37 657

**III. — Affectation du résultat**

L'Assemblée Générale constate que l'exercice 2024 se solde par :

- un bénéfice de : 74 675 525 €
- report à nouveau antérieur : - 278 759 454 €

L'Assemblée Générale décide d'affecter cette somme de 74 675 525 € au report à nouveau débiteur qui s'élève à - 204 083 929 €.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**IV. — Notes annexes aux comptes sociaux****I. — Activité**

STAR LEASE est une société qui finance en crédit-bail mobilier et location financière des clients, des marchés des professionnels et des entreprises du groupe Société Générale exclusivement, depuis le 01 janvier 2023.

**II. — Information sur le choix des méthodes utilisées**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire
- du règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Suite à la fusion juridique entre le Crédit du Nord et la Société Générale depuis le 01 janvier 2023, les comptes sont consolidés au niveau de la Société Générale située à : 17 cours Valmy 92 800 Puteaux

**III. — Principes comptables et méthodes d'évaluation****Immobilisations****III-1. – Immobilisations données en location**

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel industriel, de matériel informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

Les dispositions prévues par le règlement ANC 2014-03, qui abroge les règlements CRC antérieurs, n'ont pas été appliquées aux immobilisations données en location dans la mesure où celles-ci sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire.

Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

**III-2. – Immobilisations d'exploitation**

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations	8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
- Matériel informatique	3 ans à 5 ans
- Matériel et outillage	4 ans à 6 ans
- Matériel de transport	4 ans à 8 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations données en location sont portées dans les charges sur opérations de Crédit bail et Loa ou de Location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

**III-3. – Réserve latente**

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute.

**C. — Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par l'application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC 2014-07 qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
  - Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
  - Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
  - S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclassement

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimation de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans la cas contraire.

Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisé en coût net du risque. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les clients qui ne sont pas en procédures collectives ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin 31/12/2024, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 25 171 K€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 4 739 en K€.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur.

Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

### **Gestion des crédits restructurés.**

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut, s'il ne l'était pas déjà, à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an, si la restructuration est validée avant le 20 octobre 2020 (mise en place de la Nouvelle Définition du Défaut).  
Si une restructuration est validée après le 20 octobre 2020 sur une contrepartie saine, celle-ci pourra rester en sain si la décote résultante est < 1 %, et sauf décision contraire du gestionnaire (cf. application des lignes directrices de l'EBA du 2 avril 2020)
- Les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance [Watch List] avec passage en défaut au 1<sup>er</sup> impayé,
- Au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés.

**D. — Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

**E. — Engagements sociaux**

La société STAR LEASE n'a pas de personnel propre.

Elle utilise du personnel détaché de FRANFINANCE et de la SG qui lui est refacturé.

**F. — Impôt sur les sociétés**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, STAR LEASE fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art. 223 A à U du CGI).

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de Contribution Sociale sur les Bénéfices), l'impôt est déterminé par STAR LEASE comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

STAR LEASE et SOCIETE GENERALE ont convenus de prendre en compte les déficits générés par la société intégrée entre le 01/01/2001 et le 31/12/2021 et que ceux-ci étaient à reporter pour le calcul de la dette d'impôt.

STAR LEASE et SOCIETE GENERALE ont convenu de conserver les déficits pour les imputer sur les bénéfices futurs et non comme une subvention d'IS dont STARLEASE demanderait le remboursement à SOCIETE GENERALE

**G. — Commissions.**

La rubrique « commissions » comprend principalement les commissions reçues d'assurance.

**H. — Reconnaissance des loyers**

Pour les dossiers réaménagés, la société comptabilise les loyers inégaux selon les dispositions de l'avis n°29 du CSOEC, conduisant à répartir de manière linéaire le produit des loyers sur la durée du contrat. Les loyers restants dus sont donc étalés sur la durée restante du contrat à la mise en place du réaménagement. Les dossiers concernés sont ceux pour lesquels le réaménagement a modifié le rythme d'amortissement financier du contrat, principalement les renégociations simples ou complètes, les changements de périodicité, de taux, de quantième.

Cette approche conduit à comptabiliser en produit à recevoir une partie des loyers futurs restants à facturer. Ces produits s'élèvent à 7,2 M€ à fin décembre 2024.

**I. — Rémunération des dirigeants.**

STARLEASE doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Directeur Général) est rémunéré par Starlease via une refacturation de Société Générale, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

Starlease a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

**J. — Transaction avec les Parties Liées.**

En application du règlement de l'ANC n° 2014-07, les transactions avec les parties liées étant conclues à des conditions normales de marché, elles ne sont pas détaillées dans l'annexe.

**K. — Faits marquants de l'exercice**

Suivant décision du Conseil d'administration en date du 22 mars 2024, le siège social de la Société a été transféré au 53, rue du Port, CS90201, 92724 Nanterre Cedex avec effet au 21 mai 2024.

**L. — Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement post-clôture à signaler

## Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances à vue	1	2 830
Créances à terme	275 206	261 354
Total	275 208	264 184

## Note 2. – Opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2024	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable *
Crédit bail mobilier						
Immobilisation	3 295 741	94 480	797 432	2 592 789	1 734 160	858 629
Dont commissions restant à étaler	2 337			1 143		
Créances douteuses	22 914	843	0	23 757	14 939	8 818
Créances douteuses compromises	30 496	273	0	30 769	23 696	7 073
Créances rattachées	11 789	0	9 946	1 843	0	1 843
Total	3 360 939	95 596	807 378	2 649 158	1 772 795	876 363

\* La VNC totale ci-dessus tient compte de la provision collective de K€ (Cf. note 2 ter).

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2024	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable
Location simple						
Immobilisation	79 767	737	21 508	58 995	43 074	15 921
Dont commissions restant à étaler*	23			11		
Créances douteuses	257	7	0	264	199	64
Créances douteuses compromises	195	151	0	346	174	172
Créances rattachées	607	0	272	335	0	335
Total	80 826	895	21 781	59 941	43 448	16 493

\* Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste "opérations de crédit bail et LOA" et "opérations de location simple"

## Note 2 bis. — Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Crédit bail mobilier (1)				
Créances douteuses	14 599	14 939	14 599	14 939
Créances douteuses compromises	23 328	23 696	23 329	23 696
Total	37 928	38 635	37 928	38 635

(1) le montant des pertes sur l'exercice 2024 est de 10 064 K€ et des récupérations est de 560 K€ le montant des provisions statistiques s'élève à 30 262,71 K€.

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Location simple (1)				
Créances douteuses	196	199	196	199
Créances douteuses compromises	164	174	164	174
Total	360	374	360	374

(1) le montant des pertes sur l'exercice 2024 est de 10 064 K€ et des récupérations est de 560 K€ le montant des provisions statistiques s'élève à 30 262,71 K€.

## Note 2 ter. — Dépréciation collective sur encours sains

Eléments (En milliers d'euros.)	Assiette (encours sains)	Provision collective 2023	Dotations	Reprises	Provision collective 2024
Crédit bail mobilier et Location simple	928 016	0	0	0	0
Total	928 016	0	0	0	0

## Note 2 quater. — Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/2024
Crédit bail mobilier et assimilé	1 890 954	444 659	673 036	-71 583	1 734 160
Total	1 890 954	444 659	673 036	-71 583	1 734 160

(1) L'amortissement dérogatoire est placé dans les capitaux propres :

\* Au 31/12/24, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 265 051 k €

\* Au 31/12/23, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 339 347 k €

Soit un différentiel de -74 296 K€, lié à la reprise d'amortissements dérogatoires au titre de l'exercice

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/2024
Location simple	51 472	7 685	18 795	-2 712	43 074
Total	51 472	7 685	18 795	-2 712	43 074

(1) L'amortissement dérogatoire est placé dans les capitaux propres :

\* Au 31/12/24, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 265 051 k €

\* Au 31/12/23, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 339 347 k €

Soit un différentiel de -74 296 K€, lié à la reprise d'amortissements dérogatoires au titre de l'exercice

## Note 3. — immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Virements Comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/2024	Amortissements	Valeur nette Comptable
Immobilisations incorporelles								
Immobilisations corporelles								
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	0	0	0	1	1	0
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	1	1	0

## Note 3 bis. — amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2023	Dotations Linéaires	Dotations Dégressives	Reprises	Reclassement	Amortissements 31/12/2024
Amortissements incorporelles						
Amortissements corporelles						
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	0	0	0	1
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	1

## Note 4. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôt différé actif sur déficits fiscaux	0	0
Provision sur impôt différé actif	0	0
Autres actifs sur l'Etat, impôts et taxes	726	941
Débiteurs divers	206	637
Créances douteuses / op sur titres et divers	0	0
Total	932	1 579



## Note 5. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	0	0
Charges à répartir	0	0
Produits à recevoir	7 422	14 573
Divers	22	22
Total	7 444	14 595

## Note 6. – Provisions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provision VNC ITNL	4 168	5 010	4 168	5 010
Provision pour risque opérationnel	290	120	242	168
Provision collective saine	882	0	210	672
Provision pour risques et charges	0			0
Total	5 340	5 130	4 620	5 850

## Note 7. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs	2 371	3 227
Etat, impôts et taxes	13 827	13 826
Créditeurs divers	2 246	1 970
Dépôts de garantie	162	163
Total	18 606	19 185

## Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue :	1 350	55
- Dettes principal	1 295	1
- Dettes rattachées	54	54
Dettes à terme :	1 006 499	1 568 115
- Emprunts et comptes à terme	1 005 177	1 566 409
- Dettes rattachées	1 322	1 706
Total	1 007 848	1 568 170

## Note 9. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Loyers constatés d'avance	21 046	25 772
Charges à payer	198	888
Compte régularisation divers	151	133
Total	21 394	26 794

## Note 10. – Capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2024
Capital	55 000				(1) 55 000
Primes d'émission	-				-
Réserve légale	0				0
Réserves réglementées	-				-
Réserves ordinaires	-				-
Provisions réglementées	-				-
Amortissements dérogatoires	339 347			- 74 296	(2) 265 051
Subvention d'investissement	5 225			- 319	4 906
Report à nouveau	- 316 416		37 657		- 278 759
Résultat	37 657	74 676	- 37 657		74 676
Total	120 812	74 676	-	- 74 615	120 873

(1) Au 31/12/2024, le capital social se compose de 2 750 000 actions de nominal 20 EUR.

(2) La part de l'amortissement dérogatoire est placée dans les capitaux propres pour un montant de 265 051 K€.

## Note 11. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements en faveur des E. C.						
Engagements sur instruments financiers :						
Engagements en faveur de la clientèle						
- Engagements relatif aux opérations de CB					8 446	8 446
- Engagements relatif aux opérations de LF					25	25
Engagements de garantie						
- Commissions bancaires						
Autres engagements				0		0
Total				0	8 472	8 472

## Note 12. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financements				0		0
Engagements sur instruments financiers						
Engagements de garantie						
- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail				0		0
Autres engagements						0
Total				0		0

## Note 13. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	8 297	6 044
- Intérêts sur compte ordinaire	0	0
- Intérêts sur compte et prêts	8 297	6 044
Sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts	0	0
Sur opérations de hors-bilan engagement	0	0
Total	8 297	6 044
(1) Dont intérêts courus à recevoir		
- sur compte ordinaire :	0	K€
- sur compte et prêts :	1 249	K€

## Note 13 bis. — Intérêts et charges assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	16 581	16 249
- Intérêts sur compte ordinaire	1	2
- Intérêts sur compte et emprunts	16 580	16 247
Sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts	0	0
Charges sur opérations de hors-bilan	214	90
Total	16 795	16 339
(1) Dont intérêts courus à payer		
- sur compte ordinaire :	0	K€
- sur compte et emprunts :	-1 322	K€

## Note 14. – Produits et charges sur opération de Crédit-bail et location assimilée

**Détail des produits sur opérations de crédit bail**

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	528 984	10 104	659 151	14 341
Assurances	0	0	0	0
Indemnités de résiliation, autres produits	11 908	67	8 344	19
Plus-values sur cessions	28 965	2 400	29 657	2 404
Provisions pour dépréciation	-8 682	-64	-8 167	-56
Reprises provision pour dépréciation N-1	8 167	56	7 683	44
Autres	0	0	0	0
Total	569 341	12 564	696 667	16 751

**Détail des charges sur opérations de crédit bail et location assimilée**

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires et dégressives sur opérations de crédit bail et de location	516 242	10 397	641 519	14 618
Dotations aux amortissements dérogatoires comptabilisées en capitaux propres				
Moins-values sur cessions	27 616	1 076	29 273	993
Autres	4 069	12	3 713	24
Dont commissions d'apport*	1 266	12	1 958	23
Dont commissions risques	0		0	
Total	547 927	11 485	674 504	15 635

\*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste "charges sur opérations de crédit bail et LOA" et "charges sur opérations de location simple".  
Ces commissions étaient enregistrées en 2009 dans le poste "charges de commissions".

## Note 15. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
- Sur produits divers de gestion courante	-524	-407
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
Total	-524	-407

## Note 15. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
- Sur charges diverses de gestion courante	120	94
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
Total	120	94

## Note 16. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	262	260
Locations	5	30
Refacturations sociétés groupe	5 325	4 914
Transports, déplacements	0	3
Services extérieurs	51	55
Frais légaux	-361	172
Honoraires CAC	49	46
Honoraires divers	240	260
Frais de télécommunications et postaux	0	0
Autres charges diverses	147	88
Frais pédagogiques et formation	0	0
Total	5 718	5 827

## Note 17. – Coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Perte sur clients et débiteurs divers	-10 064	-8 776
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	-35 441	-34 982
Dotations/ Reprises encours sain	210	12 031
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (2)	34 356	34 847
Dont correction d'erreur sur décote IAS		
Profits sur clients	560	576
Total	-10 379	3 696

(1) COMITE DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE REGLEMENT N° 2002-03 DU CRC DU 12 DECEMBRE 2002 RELATIF AU TRAITEMENT COMPTABLE DU RISQUE DE CREDIT modifié par le règlement n° 2005-03 du CRC du 3 novembre 2005, par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007 et par le règlement n° 2014-02 du 6 février 2014 de l'Autorité des normes comptables, la dépréciation des créances liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque.

(2) COMITE DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE REGLEMENT N° 2002-03 DU CRC DU 12 DECEMBRE 2002 RELATIF AU TRAITEMENT COMPTABLE DU RISQUE DE CREDIT modifié par le règlement n° 2005-03 du CRC du 3 novembre 2005, par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007 et par le règlement n° 2014-02 du 6 février 2014 de l'Autorité des normes comptables, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque.

Par ailleurs, jusqu'à 2013, la contre garantie du CdN était considérée par Starlease comme une espérance de récupération, et rentrait de ce fait dans le calcul d'actualisation constituant la décote IAS. Depuis 2014, un calcul d'actualisation des espérances de récupération est effectué pour les deux entités Starlease et Crédit du Nord + Banques, en fonction de leur niveau de participation dans le risque (niveau de contre garantie CDN).

## Note 18. – Produits exceptionnels

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produit divers d'exploitation	-108	0
Total	-108	0

## Note 18. – Charges exceptionnelles

Néant

## Note 19. – Impôt sur les bénéfices

Eléments (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Reprise d'impôt différé actif sur déficits fiscaux (1)	Reprise de provision sur impôt différé actif - déficits fiscaux (2)	Impacts fiscaux divers	Impôts nets	Résultat net après impôt
Résultat courant	74 676	0	0	0	0	74 676
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0
Total	74 676	0	0	0	0	74 676

## Note 20. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						275 208
- A vue	1					1
- A terme	76 006	26 919	25 676	60 227	86 379	275 206
Créances sur la clientèle :						0
- Autres concours à la clientèle						
- Comptes ordinaires débiteurs						
Total	76 008	26 919	25 676	60 227	86 379	275 208

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						1 007 848
- A vue	1 309	41				1 350
- A terme	123 783	314 150	290 878	260 585	17 102	1 006 499
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 868
- A vue	1 868	-	-	-		1 868
- A terme						
Total	126 961	314 190	290 878	260 585	0	1 009 717

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques (en KE)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	275 208	
Autres Actifs		
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 007 848	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 525	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	0	

Filiales et participations

Néant

## V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STAR LEASE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Estimations comptables**

Votre société constitue des dépréciations de ses créances clients selon les modalités décrites dans la note III – « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, décrite dans cette note, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

#### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 9 mai 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Amel HARDY-BEN BDIRA

KPMG SA  
Nicolas DE LUZE

**VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de STAR LEASE sis au 59, boulevard Haussmann - 75008 Paris